



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Nouvelle initiative : la libéralisation du commerce des services en Asie..... 1

Accords bilatéraux

É.-U/Corée du Sud : Han Duk-soo demande plus de progrès..... 2

Commerce mondial

Quand l'environnement empiète sur le commerce..... 3

Études économiques et articles connexes..... 4

Politique commerciale américaine

Nouvelle initiative : la libéralisation du commerce des services en Asie

Lors d'un discours prononcé au *Global Services Summit* le 13 octobre dernier, le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, a déclaré que son bureau cherchait à ce que les pays membres de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) « ouvrent » leur marché respectif au commerce des services de pointe (finance, nouvelles technologies de l'information et des communications, etc.). L'objectif de cette initiative est de « stimuler » la libéralisation économique au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour ce faire, Kirk a déclaré que les États-Unis tenteront de forger un « dialogue » avec les membres de l'APEC afin « d'améliorer l'efficacité de leurs marchés internes par la concurrence dans le secteur des services ». Une telle concurrence aura pour effet de « dynamiser la demande interne » dans ces pays et de « réduire leur dépendance » envers les exportations. À cet égard, l'objectif de l'USTR s'inscrit dans une initiative géoéconomique américaine plus large. Il s'agit de diminuer la dépendance des États-Unis envers les importations par la dynamisation de la consommation interne des grandes économies exportatrices comme la Chine. En retour, cela aura pour effet de stimuler la production et les exportations américaines. Sans nommer de nom, Kirk a critiqué les « pays émergents », car ils continuent de garder leurs marchés fermés aux importations de services étrangers, notamment dans le domaine de la finance. Par ailleurs, Kirk a déclaré que les États-Unis pouvaient également faire avancer la libéralisation du commerce des services par l'entremise du Cycle de Doha, d'accords de libre-échange, d'accords bilatéraux sur l'investissement et de nouveaux « cadres » commerciaux.

Enfin, dans son discours, Kirk a déclaré que son agence venait de demander à la Commission sur le commerce international (ITC) d'entreprendre une étude sur les petites et moyennes entreprises américaines jouant un rôle actif dans l'exportation des services de pointe afin d'identifier les problèmes auxquels elles font face et de recommander des solutions.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2009

Sources : USTR, « Remarks of United States Trade Representative Ron Kirk at the Coalition of Service Industries Summit », USTR News, October 13, 2009. [En ligne]: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/speeches/transcripts/2009/october/remarks-ambassador-ron-kirk-coalition-servic>. Jamie Strawbrige, « USTR Still Mulling Options For Deeper Asia-Pacific Trade Engagement », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 40 - October 16, 2009, p. 12-13.

Accords bilatéraux

É.-U/Corée du Sud : Han Duk-soo demande plus de progrès

Le 15 octobre dernier, l'ambassadeur de la Corée du Sud aux États-Unis, Han Duk-soo, s'est exprimé à la *Heritage Foundation* sur les relations commerciales américano-coréennes. Il a déclaré que son pays venait de conclure un accord de libre-échange avec l'Union européenne (UE) et que cela pourrait servir « d'incitatif » au Congrès américain pour qu'il vote l'accord de libre-échange É.-U/Corée du Sud. L'ambassadeur a repris les chiffres de la Chambre de commerce des États-Unis pour indiquer que, si cet accord ne devait pas voir le jour, plus de 380 000 emplois seraient perdus aux États-Unis. Selon lui, l'accord entre UE/Corée du Sud devrait être mis en œuvre au début de 2010. Cela dit, la commissaire européenne pour le commerce, Catherine Ashton, a déclaré que l'accord en question devait être approuvé par les pays membres de l'UE avant qu'il puisse être définitivement mis en œuvre. Sur ce point, il importe de souligner que, comme aux États-Unis, plusieurs groupes européens de l'industrie automobile ont manifesté leur opposition à l'accord en raison des mesures de « protection » de perception des taxes et des « règles d'origine » contenues dans l'accord. Dans le cas où la Corée du Sud profiterait de ces dispositions au détriment des États-Unis, ce qui suppose une violation de l'accord, l'ambassadeur Han Duk-soo a déclaré que ces dernières pourraient également être utilisées pour « rétablir » des tarifs plus élevés sur les exportations sud-coréennes.



Han Duk-soo

Enfin, Han Duk-soo a déclaré qu'il espérait que la visite du Président Obama en Corée du Sud en novembre prochain permettra de faire avancer les négociations sur l'accord et que les États-Unis accéléreront leurs consultations avec les firmes et les autres « parties » ayant des intérêts dans l'accord. Cela étant, l'ambassadeur sud-coréen n'a pas spécifié *comment* les États-Unis et la Corée du Sud pouvaient « concrètement » aller de l'avant avec la conclusion de l'accord d'ici novembre prochain.

Sources : Doug Palmer, « South Korea urges U.S. to approve trade pact », *Reuters*, Thu Oct 15, 2009. [En ligne]: <http://www.reuters.com/article/politicsNews/idUSTRE59E4HW20091015?feedType=RSS&feedName=politicsNews>. Editorial, « Korean Ambassador: Korea-EU Agreement Means U.S. Should Act On FTA », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 40 - October 16, 2009, p. 10.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2009

Commerce mondial

Quand l'environnement empiète sur le commerce

Le 13 octobre dernier, une étude importante fut publiée par le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) ainsi que par le Conseil international pour la politique agricole et alimentaire (IPC). Cette étude, intitulée *Climate Change, Agriculture and Aid for Trade*, affirme que les changements climatiques et les mesures mises en œuvre pour leur faire face auront un impact négatif sur le commerce et la production agricole, notamment dans les pays en voie de développement.

Selon l'étude, le réchauffement climatique imposera de nouvelles réglementations, changera les habitudes des consommateurs (ce qui affectera la demande globale) et, évidemment, impliquera des changements climatiques. L'étude conclut que tous ces changements auront un impact sérieux sur le commerce agricole. En effet, l'ICTSD et l'IPC avancent que l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des catastrophes naturelles causées par les changements climatiques ainsi que la modification des pratiques agricoles intensives provoquées par les politiques de contrôle des émissions de gaz à effet de serre causeront une baisse de la production agricole dans les pays en voie de développement. De plus, le « stress climatique » et l'augmentation de la demande pour des produits à faible « intensité carbonique » affecteront tout aussi négativement la production agricole. Selon l'étude, il est donc nécessaire d'adopter de nouvelles politiques commerciales internationales qui viseront tout particulièrement les pays en voie de développement.

Face à ce constat, l'ICTSD et l'IPC recommandent plus d'aide internationale et une plus grande coordination des pays industrialisés pour épauler les pays en voie de développement. Cela implique, entre autres, de l'assistance afin de faciliter « l'adaptation » de ces pays aux mutations socio-économiques qu'imposent les changements climatiques. Cela dit, l'ICTSD et l'IPC en sont venus à la conclusion que les programmes d'aide tels le *Clean Development Mechanism* de l'ONU sont encore en phase de développement et ne permettent pas aux pays en voie de développement d'en tirer profit. L'ICTSD et l'IPC en sont également venus à la conclusion qu'une forme de « fracture » existait entre ce qui a été « promis » au niveau mondial et ce qui est « nécessaire sur le terrain » pour aider les pays en voie de développement, d'où l'impératif d'améliorer le système de coordination de l'aide internationale et de mettre en œuvre plus d'initiatives comme le programme « Aide pour le commerce » de l'OMC. Enfin, cela implique également une volonté politique d'aboutir, non pas dans la division, mais bien dans la concertation.

Pour lire l'étude, voir : <http://ictsd.net/downloads/2009/10/draft-ictsd-ipc-paper.pdf>

Source : Editorial, « Study Sees Agriculture Trade Flows Changed By Climate Change, Regulations », *Inside US Trade*, Wednesday, October 14, 2009.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 20 octobre 2009

Études économiques et articles connexes

Craig Torres et Vivien Lou Chen, «Bernanke Says U.S., Asia Should Reduce Distortions », Bloomberg press, October 19, 2009. [En ligne]: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=a0EHMes18Uuo>

International Trade Administration, *Top U.S. Export Markets; Free Trade Agreement and Country Fact Sheets*, Washington D.C.: US Department of Commerce, 2008, 143p. [En ligne]: http://www.ita.doc.gov/media/Publications/pdf/tm_091208.pdf

Michael Mussa, *Global Economic Prospects as of September 2009: Onward to Global Recovery*, Paper presented at the sixteenth semiannual meeting on Global Economic Prospects, September 17, 2009, 25p. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/mussa0909.pdf>

Robert W. Crandall et Clifford Winston, « What About Microeconomics? », *Forbes*, October 5, 2009. [En ligne]: <http://www.forbes.com/2009/10/04/economics-microeconomics-paul-krugman-opinions-contributors-banking.html>

Eswar Prasad, « Global Macroeconomic Imbalances: G-20 Leaders Must Back up Their Rhetoric with Deeds », *Financial Times*, October 13, 2009. [En ligne]: http://www.brookings.edu/opinions/2009/1013_g20_macro_economics_prasad.aspx

Kemal Derviş, *Growth After the Storm? A Longer Run Perspective on the Global Economy*, Istanbul: IMF-World Bank 2009 Annual Meetings, October 4, 2009. [En ligne]: http://www.brookings.edu/speeches/2009/1004_global_economy_dervis.aspx

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

